GRANDLYON
communauté urbaine

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du **12 décembre 2011**

Délibération n° 2011-2641

commission principale : finances, institutions et ressources

commission (s) consultée (s) pour avis :

commune (s) :

objet : Application de la fiscalité professionnelle unique - Dotation de solidarité communautaire

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances

Rapporteur : Monsieur Darne

Président : Monsieur Gérard Collomb

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 156

Date de convocation du Conseil : vendredi 2 décembre 2011

Secrétaire élu : Monsieur Marc Augoyard

Compte-rendu affiché le : mercredi 14 décembre 2011

Présents : MM. Collomb, Bret, Darne J., Reppelin, Da Passano, Mme Domenech Diana, MM. Buna, Charrier, Calvel, Mme Vullien, MM. Kimelfeld, Crimier, Philip, Mme Pédrini, MM. Abadie, Arrue, Mmes Besson, David M., MM. Barge, Passi, Brachet, Charles, Colin, Sécheresse, Barral, Desseigne, Mme Dognin-Sauze, M. Crédoz, Mme Gelas, MM. Claisse, Bernard R., Bouju, Mme Peytavin, MM. Blein, Vesco, Mme Frih, MM. Rivalta, Assi, Mme Ait-Maten, MM. Albrand, Appell, Ariagno, Augoyard, Mme Bab-Hamed, M. Balme, Mme Bargoïn, MM. Barret, Barthélémy, Mmes Baume, Benekadi, MM. Bernard B., Bolliet, Braillard, Broliquier, Buffet, Mme Cardona, MM. Chabert, Chabrier, Mmes Chevallier, Chevassus-Masia, MM. Cochet, Corazzol, Coste, Coulon, Mme Dagorne, MM. Darne JC., David G., Desbos, Deschamps, Mme Dubos, MM. Dumas, Ferraro, Forissier, Fournel, Galliano, Gentilini, Geourjon, Mme Ghemri, MM. Gignoux, Gillet, Giordano, Gléréan, Goux, Grivel, Mme Hamdiken-Ledesert, MM. Havard, Huguet, Imbert, Jacquet, Joly, Justet, Kabalo, Lambert, Mme Laval, MM. Lelièvre, Léonard, Mme Lépine, M. Lévêque, Mme Levy, MM. Llung, Louis, Millet, Morales, Muet, Nissanian, Ollivier, Mmes Palleja, Perrin-Gilbert, MM. Petit, Pillon, Plazzi, Quiniou, Réale, Mmes Revel, Roger-Dalbert, MM. Rousseau, Sangalli, Schuk, Serres, Sturla, Suchet, Terrot, Thévenot, Mme Tifra, MM. Touléron, Touraine, Uhrich, Vaté, Vergiat, Mme Vessiller, MM. Vial, Vincent, Vurpas, Mme Yéréman.

Absents excusés : Mme Guillemot (pouvoir à M. Crédoz), MM. Daclin (pouvoir à M. Muet), Julien-Laferrière (pouvoir à M. Sturla), Mmes Bailly-Maitre (pouvoir à M. Réale), Bocquet (pouvoir à M. Quiniou), Bonniel-Chalier (pouvoir à Mme Vessiller), MM. Bousson (pouvoir à M. Grivel), Flaconnèche (pouvoir à M. Kabalo), Fleury (pouvoir à M. Pillon), Genin (pouvoir à M. Plazzi), Le Bouhart (pouvoir à M. Balme), Lebuhotel (pouvoir à M. Serres), Longueval (pouvoir à M. Ferraro), Lyonnet (pouvoir à M. Suchet), Mme Pesson (pouvoir à M. Chabrier), MM. Pili (pouvoir à M. Lambert), Roche (pouvoir à M. David G.), Rudigoz, Thivillier (pouvoir à M. Millet), Turcas (pouvoir à M. Calvel), Mme Vallaud-Belkacem (pouvoir à M. Nissanian).

Absents non excusés : M. Guimet.

Séance publique du 12 décembre 2011

Délibération n° 2011-2641

commission principale : finances, institutions et ressources

objet : **Application de la fiscalité professionnelle unique - Dotation de solidarité communautaire**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances

Le Conseil,

Vu le rapport du 23 novembre 2011, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La taxe professionnelle a été supprimée et le financement des collectivités territoriales et de leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) a été profondément réformé. Les EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU), régime fiscal qui succède à la taxe professionnelle unique, sont les plus directement concernés par cette importante évolution de l'environnement financier local.

Les mécanismes de répartition de la dotation de solidarité communautaire sont également touchés, avec la redéfinition du potentiel fiscal, et l'impossibilité de poursuivre l'intéressement au développement économique sur les bases traditionnelles.

La structure et les modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire (DSC) doivent être aménagées pour tenir compte de ces évolutions.

Structure

La DSC serait constituée de 8 fractions pouvant être regroupées selon leur finalité :

- 4 fractions péréquatrices : "richesse communale", "logement social", "revenu", "minimum de ressources",
- 2 fractions non péréquatrices : "intéressement au développement économique" et "population",
- 2 fractions d'ajustement : "évolution" et "prélèvement gens du voyage".

Articulation des différentes fractions

Le total des huit fractions serait égal à l'enveloppe arrêtée par le Conseil de communauté.

Les fractions péréquatrices représenteraient 60 % du total des fractions péréquatrices et non péréquatrices.

La fraction "richesse communale" égalerait en volume la somme des fractions "logement social" et "revenu".

Pour chaque Commune, le total des fractions (hors prélèvement gens du voyage) évoluerait d'une année à l'autre de façon encadrée, à la baisse ou à la hausse.

Répartition de la fraction "richesse communale"

Les critères pris en compte pour répartir cette fraction seraient :

- la population,
- le potentiel financier par habitant,
- l'effort fiscal,
- l'ancienneté de l'appartenance de la Commune à la Communauté urbaine de Lyon.

Seules seraient éligibles à cette fraction les Communes dont le potentiel financier par habitant serait inférieur à la moyenne communautaire.

Pour chaque Commune éligible, il serait calculé un nombre de points égal au produit :

- de la population définie à l'article L 2334-2 du code général des collectivités territoriales,
- d'un coefficient d'ancienneté, égal au rapport entre le nombre d'années d'appartenance de la Commune à la Communauté urbaine, d'une part, le nombre d'années de fonctionnement de la FPU, d'autre part,
- d'un coefficient de modulation en fonction de l'effort fiscal, égal à 0,50 pour la commune présentant le plus faible effort fiscal dans le périmètre communautaire, progressant linéairement selon le rang de la Commune pour atteindre 1 pour toutes les Communes dont l'effort fiscal est supérieur à la moyenne,
- de l'écart entre le potentiel financier moyen par habitant dans le périmètre communautaire et le potentiel financier moyen par habitant de la Commune.

Le nombre de points serait multiplié par une valeur de point déterminée de telle sorte que les différentes contraintes précisées plus haut au point "articulation des différentes fractions" soient satisfaites.

Pour les Communes éligibles de moins de 2 500 habitants dont la dotation spontanée au titre de cette fraction n'atteindrait pas 27 500 €, un complément serait apporté pour atteindre cette somme.

Le potentiel financier utilisé serait exceptionnellement pour l'année 2012 celui qui figurera dans les fiches individuelles dotation globale de fonctionnement (DGF) diffusées en milieu d'année 2012. Pour pouvoir indiquer aux Communes les montants de DSC en fin d'année 2011 ou au début de l'année 2012, des estimations des potentiels financiers des Communes seraient utilisées ; un recalcul des dotations individuelles serait opéré fin 2012 sur la base des valeurs exactes des potentiels financiers communiquées par les services de l'Etat ; en tant que de besoin, les ajustements seraient opérés sur les montants des dotations communales de 2013.

Répartition de la fraction "logement social"

Les critères pris en compte pour répartir cette fraction seraient :

- la population,
- le nombre de logements sociaux,
- le nombre de résidences principales,
- l'effort fiscal,
- l'ancienneté de l'appartenance de la Commune à la Communauté urbaine.

Sous réserve qu'elles soient disponibles, les données issues de "l'inventaire SRU" seraient préférées. À défaut, les données figurant dans les fiches individuelles DGF, issues de "l'enquête parc locatif social", seraient utilisées.

Deux types de Communes seraient éligibles à cette fraction de la DSC :

- les Communes de moins de 3 500 habitants pour lesquelles le nombre de logements sociaux augmente par rapport au nombre affiché dans les fiches individuelles DGF de 2008,
- les Communes pour lesquelles la part de logements sociaux dépasse la moyenne communautaire.

Pour les premières, une somme de 500 € par logement supplémentaire entre 2008 et la dernière année pour laquelle les données sont disponibles serait attribuée.

Pour les secondes, il serait calculé un nombre de points égal au produit :

- de la population municipale,
- de l'écart entre le pourcentage de logements sociaux dans la Commune et la moyenne communautaire,
- du coefficient d'ancienneté décrit plus haut dans les modalités de répartition de la fraction "richesse communale",
- du coefficient de modulation en fonction de l'effort fiscal décrit plus haut dans les modalités de répartition de la fraction "richesse communale".

Le nombre de points serait multiplié par une valeur de point déterminée de telle sorte que les différentes contraintes précisées plus haut au point "articulation des différentes fractions" soient satisfaites.

Le cas échéant, une commune de moins de 3 500 habitants pourrait être éligible à chacune de ces parts, à raison de la croissance du nombre de logements sociaux et d'un pourcentage de logements sociaux supérieur à la moyenne.

Répartition de la fraction "revenu"

Les critères pris en compte pour répartir cette fraction seraient :

- la population,
- le revenu médian par personne,
- l'effort fiscal,
- l'ancienneté de l'appartenance de la Commune à la Communauté urbaine.

La prise en compte du revenu médian plutôt que celle du revenu moyen permet d'éliminer les effets indésirables liés à la sensibilité de la moyenne aux valeurs extrêmes.

Seules seraient éligibles à cette fraction les Communes dont le revenu médian par personne serait inférieur au revenu médian observé à l'échelle de la Communauté urbaine.

Pour chaque commune éligible, il serait calculé un nombre de points égal au produit :

- de la population municipale,
- du coefficient d'ancienneté décrit plus haut dans les modalités de répartition de la fraction "richesse communale",
- du coefficient de modulation en fonction de l'effort fiscal décrit plus haut dans les modalités de répartition de la fraction "richesse communale",
- de l'écart entre le revenu médian par personne communautaire et le revenu médian par personne communal.

Le nombre de points serait multiplié par une valeur de point déterminée de telle sorte que les différentes contraintes précisées plus haut au point "articulation des différentes fractions" soient satisfaites.

Répartition de la fraction "minimum de ressources"

Les critères pris en compte pour répartir cette fraction seraient :

- la population,
- les bases nettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières,
- le prélèvement sur le produit des jeux prévu aux articles L 2333-54 à L 2333-57 du code général des collectivités territoriales,
- les attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement,
- les autres composantes de la DSC.

Les ressources fiscales de chaque commune seraient appréciées en appliquant à ses bases de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties, les taux moyens communaux observés dans le périmètre communautaire. Elles seraient majorées du prélèvement sur le produit des jeux.

A ces ressources fiscales seraient ajoutés l'attribution de compensation, les différentes composantes de la dotation globale de fonctionnement, et les autres éléments de la dotation de solidarité communautaire.

Les ressources par habitant seraient déterminées en rapportant le total des ressources précédentes à la population municipale.

Un complément de ressources serait apporté à toutes les Communes dont les ressources par habitant seraient inférieures à un certain montant. Il serait égal au produit de la population municipale par l'écart entre ce montant et les ressources par habitant de la Commune.

Le niveau de ressources-cible par habitant serait fixé de telle sorte que l'enveloppe affectée à cette fraction soit entièrement consommée.

Répartition de la fraction "intéressement au développement économique"

La suppression de la taxe professionnelle ne permet plus de répartir cette fraction selon les critères retenus précédemment, notamment l'évolution des bases de cette taxe en distinguant les établissements industriels identifiés à des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (ICPESA) des autres établissements.

Pour l'année 2012, les montants individuels de cette fraction attribués au titre de 2011 seraient reconduits avec une majoration de 15 %.

Pour les années 2013 et suivantes, des adaptations seront apportées en fonction de la mise à disposition progressive par les services de la direction générale des finances publiques d'informations complémentaires relatives à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, aux impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux, et à la taxe sur les surfaces commerciales. L'intéressement majoré au titre des établissements industriels identifiés à des ICPESA serait maintenu.

Répartition de la fraction "population"

Les critères pris en compte pour répartir cette fraction seraient :

- la population,
- le rapport de la dotation par habitant pour les Communes de plus de 200 000 habitants à la dotation par habitant pour les Communes d'au plus 500 habitants,
- la dotation par habitant pour les Communes d'au plus 500 habitants.

Les seuils de population proposés sont ceux utilisés pour la répartition de la dotation de base de la DGF tels qu'ils existent en 2011.

La dotation par habitant pour les Communes d'au plus 500 habitants est déterminée de telle sorte que les différentes contraintes précisées au point "articulation des différentes fractions" soient satisfaites.

La dotation par habitant serait progressive : fixée pour l'année 2012 à 2,225 € (valeur arrondie) pour les Communes comptant au plus 500 habitants, elle augmenterait régulièrement avec la population à un rythme continuellement décroissant pour atteindre 4,450 € (valeur arrondie) pour les Communes de 200 000 habitants et plus. Pour les années suivantes, le même rapport de 1 à 2 serait maintenu.

La dotation par habitant pourrait être maintenue à compter de 2013, ce qui permettrait de concentrer la variation des fractions non péréquatrices sur la fraction "intéressement au développement économique".

Fraction "évolution"

La DSC constitue un élément significatif des ressources des Communes membres.

Afin d'assurer une certaine stabilité à cette ressource externe, il pourrait être mis en place une garantie globale d'évolution, assurant à chaque commune une dotation dont le montant ne pourrait pas s'écarter de manière trop significative, à la hausse comme à la baisse, de celui de l'année précédente, quels que soient par ailleurs les résultats de la répartition spontanée pour les autres fractions.

Le périmètre de garantie globale d'évolution comporte l'ensemble des fractions à l'exception du prélèvement "gens du voyage".

Pour l'année 2012, compte tenu de la modification de la structure de la DSC et de la redéfinition de certains de ses critères de répartition, l'encadrement de l'évolution pourrait être tel que, par rapport à 2011 :

- aucune baisse ne soit possible dans le périmètre de garantie,
- aucune hausse de plus de 8 % ou 50 000 € (la progression la plus favorable à la commune étant retenue) ne soit possible.

A compter de 2013, l'encadrement de l'évolution pourrait être tel que, par rapport à l'année précédente :

- aucune baisse de plus de celle de la progression de l'enveloppe ne soit possible,
- aucune hausse de plus de celle de la progression de l'enveloppe ou 50 000 € (la progression la plus favorable à la commune étant retenue) ne soit possible.

Par exemple, si l'enveloppe de la DSC progressait de 4 % d'une année à l'autre :

- aucune baisse de plus de 4 % ne serait possible,
- aucune hausse de plus de 4 % ou 50 000 € ne serait possible.

Fraction "prélèvement gens du voyage"

Lors du transfert à la Communauté urbaine de la compétence "gens du voyage", il a été constaté que certaines Communes, qui avaient l'obligation de réaliser des aires d'accueil, avaient pu tarder à le faire et n'avaient pas engagé de dépenses à ce titre. D'autres, au contraire, du fait de circonstances locales plus favorables ou plus volontaristes, avaient ainsi connu un impact budgétaire.

Il est apparu peu pertinent de réduire les ressources des seules Communes qui étaient les plus avancées dans ce domaine. Mais la question du financement par la Communauté urbaine, devant assurer à compter du transfert de la compétence la réalisation, l'entretien et la gestion des aires d'accueil, s'est trouvée posée.

L'idée de réduire les dotations individuelles des Communes d'un montant égal à 0,20 € par habitant, permettant de contribuer, pour partie, au financement des charges transférées, a été retenue par la commission spéciale sur les transferts de compétences et par la commission locale d'évaluations des transferts de charges du 17 juin 2005.

Un prélèvement de 0,2 € par habitant sur les dotations individuelles de DSC a alors été instauré, prélèvement qui pourrait être reconduit.

Enveloppe de la DSC

L'enveloppe de la DSC serait fixée à 20 M€ en 2012.

Pour les années suivantes, elle serait fixée à 2 % des dépenses réelles de fonctionnement prévues au budget primitif du budget principal ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission finances, institutions et ressources ;

DELIBERE

1° - Approuve la répartition de la dotation de solidarité communautaire en huit fractions ainsi que les modalités de calcul et de répartition décrites ci-dessus, avec :

- une fraction "richesse communale",
- une fraction "logement social",
- une fraction "revenu",
- une fraction "minimum de ressources",
- une fraction "intéressement au développement économique",
- une fraction "population",
- une fraction "évolution encadrée",
- une fraction "prélèvement gens du voyage".

2° - Fixe le montant de la dotation par logement social nouveau, par rapport à la situation 2008, pour les Communes de moins de 3 500 habitants, à 500 €.

3° - Fixe le montant de l'enveloppe de la fraction "minimum de ressources" à 700 000 €.

4° - Fixe la progression des dotations individuelles de la fraction "intéressement au développement économique" entre 2011 et 2012 à 15 %.

5° - Fixe le montant de la dotation par habitant de la fraction "population" pour les communes d'au plus 500 habitants à 2,224 758 €.

6° - Fixe le rapport entre la dotation par habitant de la fraction "population" pour les communes de 200 000 habitants et plus, et la dotation par habitant des communes d'au plus 500 habitants à 2.

7° - Décide que les dotations individuelles ne pourront pas baisser entre 2011 et 2012 et qu'elles ne pourront pas augmenter de plus de 8 % ou 50 000 € (toujours hors la fraction "prélèvement gens du voyage"), la progression la plus favorable à la commune étant retenue.

8° - Décide que les dotations individuelles ne pourront, ultérieurement, pas baisser dans une proportion plus importante que l'évolution de l'enveloppe totale de la DSC, ni augmenter plus fortement qu'elle ou de 50 000 € (toujours hors la fraction "prélèvement gens du voyage"), la progression la plus favorable à la commune étant retenue.

9° - Fixe le montant de l'enveloppe totale de la DSC 2012 à 20 M€.

10° - Décide que l'enveloppe totale de la DSC représentera 2 % des dépenses réelles de fonctionnement prévues au budget primitif du budget principal à compter de 2013.

11° - Décide de la répartition de la DSC 2012 comme suit :

Commune	DSC (euros)
Albigny sur Saône	388 463
Bron	719 690
Cailloux sur Fontaines	62 217
Caluire et Cuire	651 452
Champagne au Mont d'Or	74 874
Charbonnières les Bains	19 012
Charly	141 136
Chassieu	231 038
Collonges au Mont d'Or	108 655
Corbas	116 991
Couzon au Mont d'Or	102 279
Craponne	155 210
Curis au Mont d'Or	120 781
Dardilly	85 038
Décines Charpieu	345 386

Commune	DSC (euros)
Ecully	159 386
Feyzin	272 216
Fleurieu sur Saône	50 817
Fontaines Saint Martin	83 741
Fontaines sur Saône	257 501
Francheville	255 555
Genay	107 879
Givors	356 527
Grigny	177 192
Irigny	51 838
Jonage	217 134
Limonest	22 886
Lissieu	2 159
Lyon	3 047 694
Marcy l'Etoile	19 370
Meyzieu	384 251
Mions	282 667
Montanay	105 847
Mulatière (La)	96 143
Neuville sur Saône	416 001
Oullins	933 987
Pierre Bénite	245 335
Poleymieux au Mont d'Or	134 348
Rillieux la Pape	832 173
Rochetaillée sur Saône	48 082
Saint Cyr au Mont d'Or	66 790
Saint Didier au Mont d'Or	72 695

Commune	DSC (euros)
Saint Fons	470 324
Sainte Foy lès Lyon	477 131
Saint Genis Laval	140 368
Saint Genis les Ollières	221 526
Saint Germain au Mont d'Or	165 558
Saint Priest	643 444
Saint Romain au Mont d'Or	30 513
Sathonay Camp	238 555
Sathonay Village	183 477
Solaize	97 070
Tassin la Demi Lune	194 466
Tour de Salvagny (La)	54 259
Vaulx en Velin	1 261 750
Vénissieux	730 814
Vernaison	304 686
Villeurbanne	2 763 623

12° - Décide que les éventuels ajustements découlant des écarts entre les valeurs communiquées par les services de l'Etat des potentiels financiers et les valeurs estimées seront imputés sur les dotations 2013.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le Président,
pour le Président,

Reçu au contrôle de légalité le : 14 décembre 2011.